Gestion de la sécurité civile

La sécurité civile de l'île de Montréal repose sur un cadre légal récemment renforcé, qui confirme le rôle central des municipalités et confère, notamment à la Ville de Montréal (la Ville), la gestion des risques de sinistres à l'échelle de l'agglomération de Montréal.

Cette responsabilité appelle à

MOBILISER ET SUIVRE

l'ensemble des intervenantes et intervenants

dans une perspective intégrée, afin de favoriser l'émergence d'une posture organisationnelle plus proactive en matière de sécurité civile.

Pourquoi faire cet audit ?

Le resserrement du cadre réglementaire, conjugué à la multiplication et à la complexité croissante de sinistres majeurs et à leurs impacts humains, financiers et matériels, rend nécessaires **une collaboration de plus en plus étroite et une organisation structurée** à l'échelle de l'agglomération de Montréal.

Cet effort collectif doit être coordonné efficacement et s'exercer **en amont de la survenance de sinistres** pour renforcer la résilience de l'agglomération de Montréal en matière de sécurité civile.

Les principaux constats

- Assise stratégique et organisationnelle insuffisante de la sécurité civile.
- Niveau de maturité insuffisant dans les opérations de prévention et préparation visant à protéger la population et les infrastructures.
- Capacité organisationnelle limitée pour une posture proactive de la gestion de la sécurité civile.

Ce qu'en conclut le Bureau du vérificateur général

La Ville ne dispose pas d'un cadre de gestion approuvé et suffisamment structuré pour soutenir de manière pérenne une gestion efficace et efficiente de la sécurité civile.

Insuffisamment intégrée et reconnue au sein de l'agglomération de Montréal, la sécurité civile peine à s'imposer comme une fonction stratégique à part entière, malgré les responsabilités élargies qui lui sont confiées par le cadre légal.

Dans un contexte de pression réglementaire, organisationnelle et financière, sa capacité à disposer des leviers et des moyens nécessaires pour protéger efficacement la population et les biens n'est pas démontrée.

Nos recommandations aux unités d'affaires sont présentées dans les pages suivantes.
Ces unités d'affaires ont eu l'opportunité de donner leur accord.